



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable national du partenariat associatif (F/H)

Direction : Direction de l'administration pénitentiaire / sous-direction de l'insertion et de la probation (SDIP)

Affectation : Département des politiques sociales et des partenariats (IP2)

Statut : agent titulaire de catégorie A

Date de publication :

Date de fin de publication :

Informations générales

Corps / Grade :	CPIP
Domaine fonctionnel RMFP :	Justice
Emploi-référence RMFP :	Responsable sectoriel
Groupe IFSE :	NBI :
Poste vacant <input type="checkbox"/> Poste susceptible d'être vacant <input checked="" type="checkbox"/>	Poste soumis à entretien préalable OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Durée d'affectation attendue sur le poste :	3 ans

Localisation administrative et géographique

Direction de l'administration pénitentiaire / Millénaire 3 / 35 rue de la gare, 75019 PARIS

Description du poste

Vos activités principales

Placé sous l'autorité du chef de département, de son adjointe en charge de la section des activités et de la cheffe de pôle, le responsable élabore, met en œuvre et évalue la politique relative au partenariat associatif de l'administration pénitentiaire relevant du département des politiques sociales et partenariales.

A ce titre, dans le cadre de la conduite des politiques partenariales nationales de l'administration pénitentiaire, il:

- participe à l'élaboration de la politique nationale associative de l'administration pénitentiaire;
- pilote et renforce le partenariat associatif national, en lien avec les services compétents de l'Etat, afin de contribuer aux politiques menées sur les secteurs thématiques du département;
- assure le suivi des conventions liées, leur évaluation, actualisation et mise en œuvre ;
- anime et met en œuvre les dispositifs associatifs nationaux pour les personnes placées sous main de justice ;
- assure une veille sur la thématique du partenariat, développe une expertise vis-à-vis des associations et sécurise le cadre juridique comme financier des projets partenariaux;
- travaille en lien avec les référents du département, les autres bureaux de la DAP et du ministère de la justice, ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires, notamment interministériels, sur les thématiques transversales pouvant toucher les sujets partenariaux ;
- soutient les services déconcentrés et anime le réseau des référents chargés des partenariats au sein des directions interrégionales des services pénitentiaires en leur apportant appui, expertise et conseils;
- anime les réunions et instances de pilotage mises en place autour des thématiques relevant de son champ d'activité ;
- évalue les politiques et les dispositifs menés, en lien avec les référents thématiques du département (ex : santé, culture, sport...) et avec celui chargé de la promotion et de l'évaluation des activités.

Nombre d'agents à encadrer

☐ A ☐ B ☐ C ☒ Sans objet

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

Poste soumis à une habilitation au Secret de la défense nationale

OUI ☐

NON ☒

Quelques déplacements sur le territoire national sont à prévoir

Moyens mis à votre disposition (matériel, logiciels spécifiques, véhicules...)

Dotation informatique classique. Possibilité de véhicule de service en cas de déplacement professionnel

Les activités du département des politiques sociales et des partenariats :**Au sein de la sous-direction de l'insertion et de la probation, le département des politiques sociales et des partenariats :**

- est chargé de garantir et d'organiser avec les autres départements ministériels ou encore les associations l'accès aux politiques sociales, de santé, d'insertion, d'enseignement, culturelles et sportives ainsi qu'aux droits civils, civiques et sociaux des personnes confiées à l'administration pénitentiaire ;
- pilote le partenariat national avec le secteur associatif. A ce titre, il élabore avec ces différents partenaires des conventions et en assure le suivi et l'évaluation ;
- contribue à la définition des politiques de prévention de la délinquance et à leur articulation avec les dispositifs de politique de la ville ;
- développe des dispositifs de lutte contre la pauvreté et d'accès aux droits sociaux ;
- assure le développement des activités ; il fixe notamment les orientations nationales des politiques culturelles et sportives et en assure l'évaluation ;
- organise, en collaboration avec le ministère chargé de la santé, la mise en œuvre des politiques sanitaires et de lutte contre la toxicomanie et les addictions pour les personnes confiées à l'administration pénitentiaire ;
- développe et contrôle la mise en œuvre des politiques de prévention du suicide en détention ;
- pilote la mise en œuvre du droit de vote et la consultation des personnes détenues ;
- définit les programmes d'actions visant au maintien des liens familiaux et de soutien à la parentalité ;
- définit les modalités de prise en charge des publics dits spécifiques en détention tels les mineurs, les femmes et les minorités de genre ;
- organise et fixe le cadre d'exercice de la pratique des cultes en détention dans le respect du principe de laïcité et participe à la prévention des dérives religieuses radicales et sectaires.

Composition et effectifs du service

24 agents.

Votre hiérarchie

N+1 : cheffe de pôle activités et partenariats

N+2 : adjointe au chef de département

N+3 : chef de département

Vos interlocuteurs métiers

Les départements et bureaux métiers et support de la DAP

Le réseau des référents interrégionaux en direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP)

Les services des autres ministères

Le réseau associatif

Votre profil

Vos principales compétences à mettre en œuvre

Connaissances	Savoir-faire	
Connaissance de l'administration pénitentiaire, du fonctionnement des établissements pénitentiaires et des SPIP	aptitude au portage de projet ainsi qu'à la mise en place, au suivi et à l'évaluation de partenariats	
Connaissance du fonctionnement des partenariats associatifs	Suivi juridique et budgétaire des conventions associatives	
	capacité d'animation de réseau partenarial	
Savoir-être	forte réactivité	
intérêt pour les politiques sociales et d'insertion	qualité rédactionnelle et esprit de synthèse	
capacité à s'intégrer dans une équipe, aptitude au travail partenarial et interministériel		
disponibilité		

Offres de formation associées à votre prise de poste

Possibilité d'accéder au plan national des formations

Perspectives d'évolution professionnelle


Ministère de la Justice, travail interministériel, politiques pénitentiaires ou sociales, etc.

Informations complémentaires

Organisation de travail : télétravail possible mais uniquement partiel

Restauration : restaurant administratif/caféteria

Accessibilité en transport / Parking : transports en commun et accès parking

Vos contacts pour déposer une candidature		La procédure de votre recrutement
Renseignements et candidature		Poste nécessitant une enquête administrative de sécurité <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Anne-Lise MAISONNEUVE Adjointe au chef du département des politiques sociales et des partenariats (IP2) Tel : 01 70 22 20 33  anne-lise.maisonneuve@justice.gouv.fr		
Charles BARBETTI Chef du département des politiques sociales et des partenariats (IP2) Tel : 01 70 22 93 08 charles.barbetti@justice.gouv.fr		

Vous voulez en savoir plus ?

<http://justice.gouv.fr>

<https://lajusticerecrute.fr/>